

Hervé Le Treut, climatologue, Directeur de l'IPSL (2017)

Question-clé transcrite et éditée par Anne Teyssèdre

Quelle politique mondiale pour le climat ? Quels accords et actions, quels engagements ?

<https://vimeo.com/223743040>

Depuis les années 1970, le problème climatique est pris en compte à l'échelle internationale. Pour les scientifiques du climat, c'est une réalité qui est venue spontanément. Cela fait depuis toujours que la prévision météo se fait avec des données qui viennent de partout sur la Planète, et la communauté scientifique elle-même est organisée pour penser à cette échelle là. Le premier grand accord qui a permis de donner un sens politique à tout cela, c'est la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique, qui a été signée à Rio en 1992, et depuis cette date elle organise une Conférence des Parties (COP) - les Parties sont les États qui ont signé cette grande Convention - tous les ans. Et ces conventions annuelles ont cherché à mettre en place des politiques globales.

La troisième, c'était la COP qui a eu lieu à Kyoto (en 1997) et qui a en fait débouché sur des actions partagées de deux manières. Il y avait les pays développés, ceux de l'OCDE, et puis ceux de l'ancienne Union Soviétique, qui se partageaient des objectifs, choisis par rapport à 1990. Pour les pays de l'ancienne Union Soviétique, qui sont rentrés à ce moment là dans une sorte de bouleversement de leur industrie qui a fait qu'ils ont émis moins de gaz à effet de serre (GES), ils n'étaient tenus à rien. Donc les pays de l'OCDE se partageaient une décroissance programmée des émissions de GES qui était de 5% à l'époque. Déjà, les enjeux étaient très différents pour les uns et pour les autres, puisqu'on parlait de niveaux d'émissions très différents. Ce qui fait que tous ces pays ne se sont pas tenus à cet accord. Il n'a pas été ratifié par les Etats-Unis, le Canada en est sorti... C'est finalement un accord qui a concerné surtout l'Europe, avec un marché Carbone qui s'est établi en Europe, plus ou moins couronnée de succès. Mais il y a eu beaucoup de choses, de réflexions, au niveau européen, sur la manière de diminuer, de programmer entre États une diminution des émissions de GES.

Par contre, les pays émergents n'ont été tenus à rien, en fait, parce qu'on les laissait se développer. Et dans tous ces accords onusiens, le fait de permettre un développement des pays les plus pauvres, à côté des réductions d'émissions de GES, a été un objectif constant.

Comme ces pays émergents commencent à émettre beaucoup de GES – c'est le cas de la Chine, mais aussi de beaucoup d'autres- vers la fin du Protocole de Kyoto on peut estimer qu'il y avait 15% seulement des émissions de GES qui étaient couvertes par le Protocole, par les États qui étaient toujours adhérents au Protocole.

Donc ce qu'a fait la Conférence de Paris, c'est établir un Protocole qui s'applique à tous, avec des engagements qui sont pris par tous. Pour y arriver, les engagements étaient des engagements volontaires, auxquels ont souscrits les différents États. Alors, ce qui reste à mettre en place, et qui ne va pas être le plus simple, c'est un mécanisme qui permette de vérifier que la somme des contributions que propose chaque État conduise à quelque chose de suffisant.

Alors on peut déjà vérifier que ce n'est pas le cas, pour un facteur 2 ou 3 peut-être (!). Donc il faudra des points de rencontre dans le futur pour approfondir ces premiers engagements. Et ces engagements portent aussi sur une période initiale, qui va jusqu'à 2030 – il faut les poursuivre au delà de 2030. Mais ces accords internationaux sont indispensables. Je pense que s'il n'y a pas quelque part un lieu où on rassemble les contributions de pays qui ont des intérêts très différents les uns des autres – des pays riches, des pays pauvres, des pays qui ont des ressources naturelles très importantes, d'autres pas, certains qui sont en guerre, ...– donc il faut un lieu où on puisse débattre de ces problèmes là. Et tous les cinq ans, l'Accord de Paris l'a prévu – la première fois ce sera en 2018- on aura ces points de rencontre. Il faut que la société civile s'en saisisse, que les scientifiques s'en saisissent, qu'ils analysent ça à l'avance, qu'ils essayent de peser sur les débats, ce n'est pas au sein de l'ONU que ça se fera. Donc ce sera des points de rencontre extrêmement importants, pour que l'accord soit suivi d'effet.